

La crise sanitaire a-t-elle balayé les extrémismes violents?

Observations issues
du travail de terrain et de veille du CAPREV

D

epuis deux ans, la crise sanitaire occupe une place importante dans les médias et les débats publics. Parallèlement, les termes de «radicalisation» et de «terrorisme» se font plus rares. Cela signifie-t-il que les problématiques d'extrémismes violents n'en sont plus? Cet article propose une actualisation des développements des extrémismes violents, depuis le prisme particulier du CAPREV, le *Centre d'aide et de prise en charge de toute personne concernée par les radicalismes et les extrémismes violents* en Fédération Wallonie-Bruxelles.

Mots clés: radicalisation, extrémismes violents, complotisme, prévention

Introduction¹

Au moment d'écrire cet article, à la fin de l'automne 2021, cela fera bientôt deux ans que le coronavirus et ses conséquences sanitaires sont devenus des sujets sociétaux majeurs. De vague en vague, la «crise sanitaire», comme on la nomme souvent, occupe aujourd'hui encore une place considérable dans les champs médiatique, politique et scientifique ainsi que dans le quotidien de beaucoup de citoyens. De nombreuses préoccupations sociales présentes avant la crise

– et que celle-ci tend pourtant à intensifier² – paraissent vouées à rester à l'arrière-plan notamment médiatique, voire à s'effacer dans les débats publics.

Ainsi, avant «la crise» et durant la précédente décennie, les problématiques de radicalisation et de terrorisme étaient fréquemment commentées dans les médias en lien avec les départs d'occidentaux pour rejoindre des mouvements tels que l'«État Islamique» au Moyen-Orient ainsi qu'à la suite des différents attentats perpétrés sur le sol européen, dont en Belgique. A l'heure actuelle, force est de constater que le sujet des extrémismes violents apparaît davantage à coups de «soubresauts» médiatiques ponctuels, pouvant laisser penser que ces problématiques n'en sont plus³...

Pourtant, dans le quotidien d'un service spécialisé comme le *Centre d'aide et de prise en charge de toute personne concernée par les radicalismes et les extrémismes violents* (CAPREV)⁴, les problématiques d'extrémisme violent restent présentes en Fédération Wallonie-Bruxelles, au vu des sollicitations qui nous sont adressées de manière relativement constante par des professionnels et

1. Merci à Jean Tignol pour son aide précieuse dans la lecture de cet article.

2. Voir par exemple les n° 105 et 106 de la présente revue l'observatoire, «Le social sous la pression du Covid».

3. Par exemple, on peut penser qu'en situation « normale », le procès relatif aux attentats de Paris aurait davantage été médiatisé en Belgique.

4. Le CAPREV est un service public situé au sein de l'Administration Générale des Maisons de Justice, faisant partie du Réseau de prise en charge des extrémismes et radicalismes violents de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Le service propose un accueil téléphonique par le biais de la ligne verte 0800/111.72, des informations et des orientations ainsi que des interventions ponctuelles et des accompagnements pluridisciplinaires de relative longue durée, sur le territoire de la FWB. L'ensemble de ces activités est soutenu par une dynamique de recherche-action visant le développement de connaissances scientifiques utiles sur le terrain.

des familiers inquiets ainsi que par des personnes «directement concernées». Si ces problématiques tendent en quelque sorte à résister à la crise sanitaire, elles présentent aussi, pour différents observateurs, des évolutions et des enjeux nouveaux, en lien justement avec certains développements de la «crise» actuelle.

Le présent article propose de partager certains éléments issus, d'une part, du travail de terrain du CAPREV et, d'autre part, du travail «de veille» en matière d'actualisation des phénomènes d'extrémismes violents que nous menons au sein du service et conjointement avec le *Centre de Ressources et d'Appui* (CREA) dans le cadre du *Réseau de prise en charge des extrémismes et radicalismes violents* de la Fédération Wallonie-Bruxelles⁵.

Afin d'asseoir les lignes qui vont suivre, il importe de préciser qu'au sein du Réseau de prise en charge des extrémismes et radicalismes violents de la FWB, la *radicalisation violente* est entendue comme «l'engagement d'un individu ou d'un groupe dans un projet politique en rupture avec l'ordre existant, fondé sur une idéologie qui rejette le pluralisme et la diversité, et qui considère que, malgré le caractère démocratique de notre système, la violence est un moyen légitime pour atteindre ses objectifs»⁶. Suivant cette définition, la radicalité des opinions n'est pas envisagée comme problématique. Le terme «radical», comme la radicalité des idées, peuvent d'ailleurs être porteurs de changements et de progrès sociaux. Ce qui apparaît comme problématique, c'est la légitimation et le recours à la violence à des fins politiques ou idéologiques. Cela amène à faire le lien avec une définition de l'*extrémisme violent* comme consistant «à promouvoir, encourager ou commettre des actes pouvant mener au terrorisme et [visant] à défendre une idéologie prônant une suprématie raciale, nationale, ethnique ou religieuse ou s'opposant aux valeurs et principes fondamentaux de la démocratie»⁷. Créé à la suite des attentats de 2015-2016 en France et en Belgique, le Réseau a, dès son ouverture en 2017, visé toute forme d'extrémisme violent.

Derrière le «pare-feu» de l'actualité de la crise sanitaire, des extrémismes en mouvement

En scrutant l'actualité nationale et internationale,

derrière le «pare-feu» de la crise sanitaire, force est de constater que les problématiques d'extrémisme pouvant mener à la violence n'ont pas été emportées par le virus... Cela aurait d'ailleurs été étonnant, dès lors qu'avec le recul que permet l'histoire, on sait que depuis le 19^{ème} siècle, les vagues terroristes se succèdent et chaque vague peut être envisagée, à l'instar du djihadisme récent, comme « un phénomène dynamique avec des phases d'ascension et une forte probabilité d'incidents terroristes, suivi de phases de déclin où le danger d'attentats s'atténue, sans toutefois entièrement disparaître»⁸.

Pour D. Morin⁹, à l'heure actuelle en Amérique du Nord, on peut observer un renforcement des différents extrémismes violents, car ceux-ci se nourrissent mutuellement de même qu'ils se complexifient au gré de la pandémie et des tensions sociales qu'elle engendre. L'extrémisme politico-religieux islamiste reste une menace pour nombre de gouvernements. Mais «le djihadisme, qui est présent depuis 20 ans, a également nourri en creux l'essor de l'extrême droite depuis le milieu des années 2010. L'extrême droite est aujourd'hui capable de déstabiliser durablement et fortement certaines démocraties occidentales»¹⁰ – en témoigne l'assaut du Capitole aux Etats-Unis, le 6 janvier 2021. Cette mouvance aurait ainsi «réussi» à se transnationaliser par la constitution d'un nouveau narratif mobilisateur au départ du manifeste et de la tuerie d'Anders Breivik à Oslo en 2011, sources d'inspiration progressive d'autres attentats, à l'instar de celui mené contre deux mosquées à Christchurch, en Nouvelle-Zélande, en 2019.

5. Nous avons choisi de mobiliser plusieurs séminaires organisés au sein du Réseau. Le lecteur intéressé trouvera les podcasts, de même que d'autres ressources sur le site: <https://extremismes-violents.cfwb.be/>

6. <https://extremismes-violents.cfwb.be/a-propos/definitions/>

7. Cf. Lignes directrices à l'intention des services pénitentiaires et de probation concernant la radicalisation et l'extrémisme violent, adoptées par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe le 2 mars 2016, cité sur: <https://extremismes-violents.cfwb.be/a-propos/definitions/>

8. COOLSAET R., «Terrorismes et radicalisations à l'ère post-Daech», *Revue internationale de criminologie et de police technique et scientifique*, n°3, 2019, p. 326.

9. D. Morin a notamment codirigé avec S. Aoun, l'ouvrage *Le nouvel âge des extrêmes? Les démocraties occidentales, la radicalisation et l'extrémisme violent*, publié en mars 2021 aux Presses de l'Université de Montréal.

10. Propos recueillis lors du webinaire du 10 novembre 2021 organisé par le Réseau autour de l'ouvrage collectif cité ci-dessus. Podcast accessible sur: <https://extremismes-violents.cfwb.be/evenements/webinaires-internes/>

Selon D. Morin, en Amérique du Nord mais également dans un nombre croissant de pays européens, on observe ainsi des profils qui se diversifient, associés à l'extrémisme de droite mais aussi à l'extrémisme violent motivé par la haine des femmes et du féminisme (à l'instar des «Incel» ou «célibataires involontaires»¹¹) ainsi qu'en lien avec le développement, depuis deux ans maintenant, des mouvements dits «conspirationnistes» relatifs au coronavirus, aux mesures sanitaires et aux vaccins. Parmi les leaders de ces derniers mouvements, au Canada et aux États-Unis, on retrouve des figures issues de mouvances anti-gouvernementales, de mouvances dites «d'alt-science», de mouvements religieux, mais aussi, pour une partie importante, de mouvances d'extrême droite; des figures dont certaines prônent relativement ouvertement la légitimation de la violence.

Sur le terrain du CAPREV

Des enjeux encore actuels liés aux mouvances islamistes radicales violentes

Sur le terrain particulier du CAPREV, compétent à Bruxelles et en Wallonie, les sollicitations et les accompagnements en cours sont aujourd'hui encore principalement liés aux mouvements et idéologies djihadistes. L'échec du projet territorial d'un «État islamique» via le califat autoproclamé en 2014 par Daech a très certainement provoqué,

en Europe, «un essoufflement de la mobilisation djihadiste, du moins temporairement»¹². Une majorité des activités du service se concentre toutefois sur les «suites» du phénomène, en accompagnant notamment les personnes qui ont été condamnées pour avoir rejoint ou tenté de rejoindre la zone irako-syrienne et qui sont aujourd'hui encore en détention ou sous mandat judiciaire. L'enjeu actuel est, de notre point de vue, de veiller à la réinsertion sociale de ces personnes ainsi que de celle d'enfants qui sont nés ou ont grandi en zone de conflit¹³.

Mais des ressortissants européens, belges y compris, adultes et enfants, ne sont pas encore revenus, demeurant retenus dans les prisons turques et dans les camps kurdes situés au Nord de la Syrie. La question de leur retour, de moins en moins médiatisée, constitue un enjeu à la fois sécuritaire et humanitaire, mais le temps qui passe postpose voire hypothèque leur traitement judiciaire et leur réinsertion dans leur pays d'origine¹⁴.

L'idéologie de Daech continue à circuler dans ces lieux à des milliers de kilomètres¹⁵ mais aussi chez nous, entre autres sur les réseaux sociaux. En effet, le CAPREV continue à être sollicité par des familles et des professionnels qui craignent l'engagement de jeunes gens, en ayant à l'esprit par exemple des passages à l'acte inspirés par le meurtre de Samuel Paty en France en octobre 2020. Si certains comportements jugés inquiétants peuvent *in fine* traduire d'autres maux adolescentes¹⁶, d'autres sont effectivement objectivés par des enquêtes judiciaires et des condamnations récentes.

Enfin, mentionnons encore que depuis l'été 2021, le concept d'un «État islamique» a été réactualisé, cette fois par les Talibans en Afghanistan. Au vu des enjeux géopolitiques complexes, impliquant notamment d'autres groupes comme Daech et Al Qaïda, il est difficile de déterminer aujourd'hui si cela pourrait être de nature à (ré)veiller de nouveaux engagements en Europe. A tout le moins, pour D. Morin, «le retrait récent d'Afghanistan (...) a, dans une certaine mesure, contribué à galvaniser certains groupes djihadistes en montrant que finalement, ils avaient le luxe du temps et que, de toute façon, les coalitions finiraient par quitter ce pays-là et leur laisser la place»¹⁷.

11. Voir par exemple GRANNIS T., «Ces hommes qui détestent les femmes. Aux sources du masculinisme», *Revue du Crieur*, vol. 1, n° 12, 2019, pp. 4-21.

12. COOLSAET R., *op. cit.*, p. 323.

13. DGDE & CAPREV, *Prise en charge des enfants de retour de Syrie en Fédération Wallonie-Bruxelles: Document d'information à l'attention des professionnels*, juin 2021. <https://extremismes-violents.cfwb.be/actualite/news/document-dinformation-sur-la-prise-en-charge-des-enfants-de-retour-de-syrie-en-fw-b/>.

14. RENARD T., COOLSAET R., «From bad to worse: The fate of European foreign fighters and families detained in Syria, one year after the Turkish offensive», *Security Policy Brief, Institut Egmont*, n° 130, Oct. 2020: https://www.egmontinstitute.be/content/uploads/2020/10/SPB130_final.pdf?type=pdf

15. Voir à ce sujet les rapports de Rights and Security International: <https://www.rightsandsecurity.org/impact/entry/europes-guantanamo-report>

16. Voir l'analyse proposée dans un précédent article: JASPART A., «A l'écoute des jeunes, des familles et des professionnels qui se sentent concernés par une problématique d'extrémisme violent», *Journal du Droit des Jeunes*, n° 404, avril 2021, pp. 4-10.

17. D. MORIN, webinaire du 10 novembre 2021: <https://extremismes-violents.cfwb.be/evenements/webinaires-internes/>

Une attention pour les mouvements extrémistes de droite

Parallèlement, au sein du CAPREV, le nombre de sollicitations relatives à d'autres formes d'extrémismes reste actuellement assez limité. Différentes hypothèses pourraient expliquer ce constat: des développements différents de ces mouvements en Belgique francophone? Une réaction sociale et une criminalisation différentes de celles suscitées par le «terrorisme djihadiste»? Un biais de perception entraînant une difficulté à percevoir certaines mouvances, propos ou comportements sans lien avec l'islamisme radical violent comme dignes de l'étiquette «radicalisation» ou «extrémisme violent»? Certainement un peu des trois.

C'est pourquoi le CAPREV est proactif en matière de veille et d'information sur ces phénomènes. Outre la participation à des séminaires et des formations sur l'extrémisme de droite, cette veille nous mène, depuis plusieurs mois, à chercher à étendre nos offres d'accompagnement spécialisé à destination d'auteurs de violences en matière de racisme, de xénophobie, de discrimination et de haine basée sur le sexe ou le genre. D'après nos recherches, si elles ne sont pas qualifiées de «terroristes», certaines de ces infractions peuvent néanmoins être les manifestations d'idéologies extrémistes violentes. C'est également le constat établi par le *Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence* (CPRMV) au Québec, qui a lui-même ouvert son champ d'action aux crimes et délits de haine¹⁸.

Ce travail de veille apparaît également important au regard de l'interpénétration des mouvements de contestation face à la gestion à la crise sanitaire et de mouvements extrémistes politiques de droite en particulier; interpénétration envisagée ci-dessus avec D. Morin et qui tend à apparaître progressivement également en Belgique. L'affaire du militaire Jürgen Conings a ainsi montré au grand public l'existence de nouvelles formes de menaces (pesant sur les «experts» notamment) qui inquiètent les autorités. De même, alors que, depuis les écrans européens, beaucoup de Belges découvraient le mouvement conspirationniste d'extrême droite «QAnon»¹⁹ lors de l'assaut du Capitole en janvier 2021 aux Etats-Unis, son sigle apparaît de plus en plus fréquemment à l'occasion des manifestations de contestation des

mesures sanitaires. Pour J. Mazzocchetti²⁰, ce mouvement, qui était déjà lancé aux Etats-Unis depuis un certain temps, a pris de l'ampleur chez nous en lien avec le confinement et la pandémie. Pour J. Mazzocchetti, tant le contexte actuel angoissant que les mécanismes de «bulles informationnelles» des réseaux sociaux participent au développement de ce type de mouvements.

Le 6 décembre dernier, l'Organe de Coordination pour l'Analyse de la Menace (OCAM), par l'intermédiaire de plusieurs médias, attirait l'attention sur le fait qu'en mai 2020 déjà, il estimait que «la crise du coronavirus était un terreau propice à l'extrémisme», et que «l'opposition aux mesures sanitaires a fortement augmenté ces derniers mois dans notre pays, ce qui conduit clairement à davantage de polarisation et de menaces»²¹. Tout en précisant que différentes organisations présentes lors des dernières manifestations de 2021 ne peuvent être qualifiées « sans équivoque d'extrémiste, ni en termes d'objectifs, ni en termes de méthodes»²², l'OCAM constate toutefois que des groupes extrémistes de droite y sont maintenant également présents.

En guise de conclusion: points d'attention, nuances et ouverture en contexte de crise sanitaire

Alors que les termes de «radicalisation» ou de «terrorisme» se font plus rares dans les médias

18. Le CPRMV publie en ce mois de décembre 2021 un rapport de recherche relatif aux incidents à caractère haineux au Québec: <https://info-radical.org/>. Voir également le webinaire du Réseau du 1er avril 2021 portant sur la thématique de l'extrémisme de droite avec Philippe Massay, directeur du CAPREV, et Margaux Bennardi, coordinatrice d'accompagnement et engagement communautaire au CPRMV. Podcast accessible: <https://extremismes-violents.chwb.be/evenements/webinaires-interne/>

19. Pour plus d'informations, voir par exemple la saison radiophonique «Mécaniques du complotisme» de France Culture consacrée à QAnon. Podcasts accessibles: <https://www.franceculture.fr/emissions/mecaniques-du-complotisme>

20. Propos recueillis lors du webinaire du Réseau «Crise sanitaire, confinement et expression de thèses complotistes» organisé le 10 février 2021. Podcast accessible: <https://extremismes-violents.chwb.be/evenements/webinaires-interne/>. A noter que J. Mazzocchetti étudie de longue date les théories du complot. Voir par exemple son article «Sentiments d'injustice et théorie du complot. Représentations d'adolescents migrants et issus des migrations africaines dans les quartiers précaires de Bruxelles», *Brussels studies*, n° 63, 26 novembre 2012. Et plus récemment, l'ouvrage réalisé avec P.-J. Laurent, *Dans l'œil de la pandémie. Face-à-face anthropologique*, Louvain-la-Neuve, Academia-L'Harmattan, 2021.

21. Communiqué du 6 décembre 2021 sur le site de l'OCAM: <https://ocam.belgium.be/20-mois-de-crise-du-coronavirus-engendrent-une-opposition-aux-mesures-sanitaires-davantage-de-polarisation-et-de-menaces/>

22. *Ibidem*

depuis le début de la crise sanitaire, cet article proposait une actualisation, succincte et non-exhaustive, des développements des extrémismes violents, au départ du terrain particulier du CAPREV en Fédération Wallonie-Bruxelles.

Au vu des développements de différents extrémismes et des ramifications nouvelles entre ceux-ci et certains mouvements de contestation issus de la crise sanitaire, il s'agit, à notre sens, de rester attentifs: le contexte actuel tend à être vecteur d'incertitudes, d'angoisses, de mal-être, d'isolement, de polarisation des idées voire de ruptures de dialogues, soit autant d'éléments qui peuvent être des ingrédients potentiels de parcours de radicalisation violente.

Mais s'il s'agit pour nous d'être attentifs aux intersections et aux glissements, soulignons toutefois que notre propos n'est pas de dire que des pensées «complotistes» amènent inévitablement à des engagements radicaux violents – et encore moins de dire que la critique, notamment dans le contexte actuel, n'est pas légitime et importante. Sur ce terrain, les nuances sont de mise. Comme le souligne J. Mazzocchetti, le fait de croire en l'existence d'un complot ne fait pas de nous un complotiste – d'ailleurs, tous les complots ne sont pas des fantasmes. Le glissement vers le conspirationnisme se produit lorsque l'on entre dans une pensée totalisante, qui joue systématiquement sur «le registre du secret, du mensonge et de la révélation» et qui ramène tout à «un grand complot [...] dont le but serait l'établissement d'une domination totale d'une élite d'initiés généralement maléfiques»²³.

Ni discuter des complots dans l'histoire et dans le monde, ni croire en certaines théories du complot ne nous engagent dans le conspirationnisme, et

encore moins dans l'extrémisme violent. Mais, lire le monde à travers le prisme du conspirationnisme peut être tentant, certainement dans un contexte complexe et incertain comme celui qui est actuellement le nôtre. Et cela peut être un «terrain glissant». Pour J. Mazzocchetti aussi, «ces théories viennent apaiser en quelque sorte, parce qu'on a une réponse sans faille. Tout s'éclaire et s'apaise, du moins au début, parce que les réponses peuvent être très angoissantes, augmentant la paranoïa au point de certains basculements vers la violence»²⁴.

En matière de complotisme comme en matière d'extrémisme violent, il n'y a pas de «solution miracle» en termes de prévention. Pour J. Mazzocchetti, de même qu'au regard des pratiques développées au sein du CAPREV, l'écoute, sans jugement et sans recherche de contre-discours frontale, est un premier réflexe important²⁵: se mettre à l'écoute des besoins auxquels viennent faire écho les discours ambiants pour chaque personne, car le sentiment de mal-être et la mobilisation de la critique sont des leviers connus dans le travail psychosocial auxquels nous pouvons nous raccrocher. Le «réflexe» n'est pas simple car les radicalités entraînent plus souvent le réflexe inverse – contre-argumenter, se distancer voire rompre – tant notre propre émotionnel peut être en jeu. C'est d'ailleurs pourquoi, dans le cadre du soutien proposé par le CAPREV à d'autres professionnels, nous pensons utile de prendre prioritairement un temps pour ressentir et identifier les émotions qui nous traversent pour pouvoir ensuite s'en dégager et retrouver confiance en nos compétences, à l'instar de M. Mansouri qui nous invite à «déconstruire à tout prix ce qui *a priori* n'est que prêt à penser, empêchant la pensée ... et la rencontre»²⁶.

23. Propos recueillis lors du webinaire du Réseau 10 février 2021: <https://extremismes-violents.cfwb.be/evenements/webinaires-interne/>

24. *Ibidem*

25. Voir aussi: COMPACT [Comparative Analysis of Conspiracy Theories], *Guide des théories du complot*, mars 2020: https://conspiracytheories.eu/wp/wp-content/uploads/2020/06/COMPACT_Guide-French_.pdf; Kayaert P., *Quand la parole déconfiner*, Yapaka, Temps d'arrêt, n° 127, sept. 2021: <https://www.yapaka.be/livre/livre-quand-la-parole-deconfiner>

26. MANSOURI M., «Penser les postures cliniques face aux radicales réalités adolescentes», communication aux *Etats généraux Psy sur la radicalisation*, Paris, 7-10 novembre 2018. Communication accessible: <https://www.youtube.com/watch?v=OMXvKHz2dnQ>

Alice JASPART,
Directrice de la recherche, AGMJ-CAPREV,
Fédération Wallonie-Bruxelles

alice.jaspert@cfwb.be